

Les services documentaires dans les sièges sociaux à Montréal

Hélène Houde

Volume 27, numéro 4, décembre 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1053796ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1053796ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Houde, H. (1981). Les services documentaires dans les sièges sociaux à Montréal. *Documentation et bibliothèques*, 27(4), 149–152.
<https://doi.org/10.7202/1053796ar>

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), 1981

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

chroniques

Les services documentaires dans les sièges sociaux à Montréal*

Le marché du travail a longtemps demeuré, pour les bibliothécaires professionnels, la bibliothèque de maison d'enseignement (primaire, secondaire, collégial et universitaire) et la bibliothèque publique. Il ne s'est que récemment élargi avec l'apparition, au sein d'organismes divers, des centres de documentation et des bibliothèques.

À l'intérieur de ce nouveau marché, il nous a paru intéressant d'étudier les services documentaires des sièges sociaux :

Le siège social représente le centre de décision d'une entreprise. (...) Il s'agit de l'endroit où sont concentrées les activités de direction concourant à la prise de décisions pour l'ensemble de l'entreprise. (...) Le siège social coordonne les activités des unités d'exploitation. (...) La présence de la haute administration est une caractéristique essentielle. (...) En tant que sources d'information à la direction, les services d'études générales (...) se trouvent au siège social¹.

Si le siège social d'une entreprise est un lieu de décision, il serait normal d'y trouver un centre de documentation ou une bibliothèque pouvant fournir une information de nature à éclairer les prises de décisions. Qu'en est-il exactement? S'il existe dans les sièges sociaux des collections documentaires, quelles en sont les structures et quelles sont les personnes qui en sont responsables?

Cadre d'analyse et méthodologie

Pour connaître avec précision quels sont les sièges sociaux ayant « pignon sur rue » à Montréal,

nous avons consulté le *Financial Post*². Parmi les différents tableaux compilés par ses spécialistes, on peut trouver, pour le Canada, la liste des 500 plus grandes entreprises, des 15 plus importants promoteurs, des 25 compagnies d'assurances les plus considérables et des 50 plus grosses banques et institutions financières. Les auteurs classent ces organisations selon l'ordre d'importance du chiffre des ventes ou du revenu des opérations. Nous avons retenu pour les fins de notre enquête toutes celles qui ont un siège social à Montréal et dans la périphérie (Brossard, Lachine, Pointe-Claire, Sorrel).

La liste des entreprises consultées apparaît au tableau 1. Elle comprend les entreprises industrielles (1 à 77), le secteur immobilier (I1), les compagnies d'assurances (A1-A4), les banques et les institutions financières (B1-B11). Nous avons 93 organismes à contacter; un seul n'a pu être rejoint (Fednav). Notre liste en compte donc 92.

L'enquête a été menée par téléphone à l'automne 1980. Aucune vérification sur place n'a été effectuée: nous avons prêté foi aux renseignements ainsi obtenus. Dans le cadre de cette étude, nous avons adopté la catégorisation du *Financial Post 500* sans discuter sa définition du « siège social » (« head office »).

L'interview comportait les questions suivantes : 1) Y a-t-il une bibliothèque ou un centre de documentation et qui en est responsable? Un bibliothécaire (lieu d'obtention du diplôme), un bibliothécaire ou une autre personne? 2) De quel service relève la bibliothèque ou le centre de documentation? 3) À quel domaine d'activité appartiennent les entreprises qui offrent un service documentaire? 4) Quelle est la langue de travail?

Les termes *bibliothèque* et *centre de documen-*

* Enquête menée dans le cadre d'un cours de maîtrise en bibliothéconomie à l'Université de Montréal et supervisée par M. Marcel Lajeunesse.

1. Office de planification et de développement du Québec, *Les sièges sociaux et l'emploi au Québec: quelques statistiques partielles*, Québec, 1978, p. 7 et 8, *passim*.

2. *The Financial Post 500*, été 1980, p. 65-91, 96, 98, 101.

tation n'ont pas été définis a priori. L'enquête a fait ressortir clairement que les interviewés parlaient de *bibliothèque* lorsque la collection était importante et de *centre de documentation* dans le cas contraire. Nous avons adopté ces définitions. Les termes «service traditionnel» et «service informatisé» dénotent l'absence ou l'existence de l'automatisation au niveau du prêt et de la référence.

Analyse des résultats

Nombre de bibliothèques et de centres de documentation

Des 92 entreprises retenues, 47 ont une bibliothèque ou un centre de documentation. Il nous faut soustraire de ces dernières 8 entreprises dont le centre de documentation ou la bibliothèque se trouve hors de Montréal (principalement en Ontario), et une dont le service de documentation est embryonnaire. Donc, 38 sièges sociaux montréalais offrent un service de documentation: 26 d'entre eux ont une bibliothèque et 12 un centre de documentation (tableau 2).

Niveau de formation du personnel et milieu de travail

Les 26 bibliothèques comptent 21 bibliothécaires professionnels, un bibliotechnicien et 4 personnes diversement qualifiées (secrétaire, commis, etc.). Le nombre de bibliothécaires diplômés de

l'Université McGill est légèrement plus élevé que celui des diplômés de l'Université de Montréal (13 contre 9). On retrouve aussi des diplômés d'autres universités (Ottawa, Toronto, etc.)

Aucun des 12 centres de documentation n'emploie un bibliothécaire professionnel ou un technicien en documentation. Il ne nous a pas été possible de relever la liste des diverses catégories d'emploi affectées aux postes correspondants.

Dans les bibliothèques et les centres de documentation, le milieu de travail est surtout bilingue ou unilingue anglais. Les milieux francophones sont au nombre de 9 (Hydro-Québec, Téléglobe Canada, Banque nationale du Canada, Les Prévoyants, Consolidated Bathurst, Imasco, Sidbec-Dosco, York Lambton, La Sauvegarde).

Les méthodes de travail sont en général traditionnelles, sans automatisation du prêt ou de la référence. Ce sont les bibliothèques des grandes entreprises qui offrent des services informatisés: Canadien Pacifique, Bell Canada, Alcan, Canadien National, Hydro-Québec, Air Canada, Domtar. Tous les centres de documentation fonctionnent selon les méthodes traditionnelles.

Intégration à l'entreprise

L'enquête téléphonique nous a d'abord révélé que l'unité documentaire, bibliothèque ou centre de documentation, est peu connue dans l'entreprise.

Tableau 1 : Liste des entreprises consultées*

1 Canadien Pacifique	27 Pratt & Whitney	54 Canadian Liquid Air	I1 Trizec Corp.
2 Bell Canada	28 Bombardier	55 Maislin Industries	
3 Alcan	29 Celanese	56 QIT-Fer et Titane	A1 Standard Life
4 Canadien National	30 Johns-Manville	57 SNC Group	A2 La Prudentielle
5 Provigo	31 Power Corporation	58 Culinar	A3 Alliance Mutual Life
6 Steinberg	32 Robin Hood	59 Ciba-Geigy	A4 La Sauvegarde
7 Hydro-Québec	33 Kruger Pulp & Paper	60 Chromasco	
8 Seagram	34 Ciment St-Laurent	61 Sintra	B1 Banque Royale
9 Air Canada	35 Allied Chemical	62 Nordair	B2 Banque de Montréal
10 Domtar	36 Dominion Dairies	63 Canadair	B3 Banque Nationale du Canada
11 Genstar	37 Fednav	64 Monenco	B4 Montreal City and District Savings Bank
12 Consolidated-Bathurst	38 Ingersoll-Rand	65 Marconi	B5 Banque Mercantile
13 Molson	39 Can. Reynolds Metals	66 Resource Service Group	B6 Federal Business Development Bank
14 CIP	40 Reitman's	67 Wabasso	B7 Montreal Trust
15 CIL	41 Drummond McCall	68 Peerless Rug	B8 Roymor Mortgage Corp.
16 Du Pont du Canada	42 Marks & Spencer	69 Canada Starch	B9 Trust Général du Canada
17 Anglo-Can. Telephone	43 BASF	70 Benson & Hedges	B10 Roynat
18 Imasco	44 Asbestos Corp.	71 Teleglobe Canada	B11 Prenor Group (Les Prévoyants)
19 Petrofina	45 York Lambton	72 Hoechst Canada	
20 Dominion Textile	46 Crane	73 Boveri	
21 Ciment Lafarge	47 Quebecor	74 Johnson & Johnson	
22 Société générale de financement	48 Rolland	75 Canadian Salt	
23 Métro-Richelieu	49 Allis-Chalmers	76 Cassidy's Ltd.	
24 Kraft	50 Henry Birks	77 International Paints	
25 Sidbec	51 Ronalds-Federated		
26 Canron	52 Brooke Bond Foods		
	53 UAP		

* Nous avons traduit uniquement les raisons sociales les plus connues.

Nous devons souvent converser assez longuement avec la téléphoniste pour être bien dirigée dans nos recherches. En plusieurs occasions, nous avons un premier contact avec le service de relations publiques.

Les fonctions des bibliothèques et des centres de documentation sont en outre mal définies. Cette impression se confirme par le nombre d'unités administratives auxquelles ils peuvent être rattachés : au total 15 unités différentes.

L'unité la plus souvent citée est le service de la recherche : cette affiliation nous semble la plus adéquate. Les services auxiliaires, qui regroupent habituellement les services de soutien de l'entreprise (secrétariat, informatique...) partagent le deuxième rang avec les cas de « décentralisation », qui correspond à la situation des entreprises dotées de plusieurs petits centres de documentation indépendants les uns des autres et ne desservant que l'unité dont ils relèvent. Fait à noter, trois

personnes n'ont pu nous indiquer de quelle unité administrative dépendait la bibliothèque ou le centre de documentation.

Domaines d'activité

Remodelant la classification employée par le Bureau de la statistique du Québec³, nous avons tenté de cerner les types d'entreprises où il existe un service documentaire (tableau 5). Ce sont principalement les banques et institutions financières (7), les entreprises de produits chimiques (7) et les compagnies d'assurances (4). Pourquoi ? Une bonne situation financière, bien que facteur important, ne saurait à elle seule expliquer le phénomène. Tout porte à croire que les exigences de la recherche, l'obligation d'être à la fine pointe des connaissances (par exemple en matière d'expérimentation chimique, de conjoncture éco-

3. Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques principales des manufacturiers québécois*, 1980.

Tableau 2 : Bibliothèques et centres de documentation dans les sièges sociaux à Montréal

RANG	NOM DE L'ENTREPRISE	BP	T	A	UNIV	TR	IF	L	SERVICE RESPONSABLE	DOMAINE D'ACTIVITÉ
BIBLIOTHÈQUES										
1	Canadien Pacifique	X	—	—	MG	—	X	A	Relations publiques	18. Transport
2	Bell Canada	X	—	—	MG TO	—	X	B	Le Secrétariat	16. Service public
3	Alcan	X	—	—	MG MT	—	X	A	V.-p. à l'administration	08. Produits métalliques
4	Canadien National	X	—	—	MG MT	—	X	B	Service de la gestion	18. Transport
7	Hydro-Québec	X	—	—	MT OT	—	X	F	Le Secrétariat	16. Service public
9	Air Canada	X	—	—	MG	—	X	A	Services auxiliaires	18. Transport
10	Domtar	X	—	—	MT	—	X	B	La Recherche	15. Construction-ingén.
15	CIL	X	—	—	MG	X	—	A	Planification	14. Produits chimiques
25	Sidbec	X	—	—	MT	—	X	F	Recherche et développ.	07. Transf. des métaux
27	Pratt & Whitney	X	—	—	MG MT	X	—	B	Génie	10. Équipement-transp.
29	Celanese	—	—	X	—	X	—	A	Services auxiliaires	14. Produits chimiques
54	Canadian Liquid Air	X	—	—	Angle.	X	—	B	—	14. Produits chimiques
56	QIT — Fer et Titane	—	—	X	—	X	—	A	La Recherche	07. Transf. des métaux
57	SNC Group	X	—	—	MT	X	—	B	Services auxiliaires	15. Construction-ingén.
59	Ciba-Geigy	X	—	—	MG	X	—	A	Medical Service	14. Produits chimiques
63	Canadair	X	—	—	MG	X	—	A	La Recherche	10. Équipement-transp.
64	Monenco	X	—	—	OT	—	X	A	V.-p. à l'administration	15. Construction-Ingén.
65	Marconi	X	—	—	MG	X	—	A	—	11. Produits chimiques
71	Teleglobe Canada	X	—	—	MT	—	X	F	Services auxiliaires	16. Service public
72	Hoechst	—	—	X	—	X	—	B	Services auxiliaires	14. Produits chimiques
A4	La Sauvegarde	—	—	X	—	X	—	F	Communications	21. Assurances
B1	Banque Royale	X	—	—	MG	X	—	A	Économie et développ.	22. Banques et IF
B2	Banque de Montréal	X	—	—	MG	—	X	B	Services auxiliaires	22. Banques et IF
B3	Banque Nationale du Can.	X	—	—	MT	X	—	F	Communications	22. Banques et IF
B6	Federal Business Develop.	X	—	—	MG	X	—	B	La Recherche	22. Banques et IF
B11	Prenor (Prévoyants)	X	X	—	—	X	—	F	Communications	22. Banques et IF
CENTRES DE DOCUMENTATION										
12	Consolidated-Bathurst	—	—	X	—	X	—	F	Traduction	05. Papier
14	Cie Internat. de papier	—	—	X	—	—	—	B	Décentralisation	05. Papier
18	Imasco	—	—	X	—	X	—	F	Décentralisation	01. Aliments et boissons
31	Power Corporation	—	—	X	—	X	—	B	La Recherche	17. Industries diverses
43	BASF	—	—	X	—	X	—	A	V.-p. à l'administration	14. Produits chimiques
45	York Lambton	—	—	X	—	X	—	F	Contentieux	17. Industries diverses
74	Johnson & Johnson	—	—	X	—	X	—	B	La Recherche	14. Produits chimiques
A1	Standard Life	—	—	X	—	X	—	A	Décentralisation	21. Assurances
A2	La Prudentielle	—	—	X	—	—	—	B	Décentralisation	21. Assurances
A3	Alliance	—	—	X	—	—	—	B	Décentralisation	21. Assurances
B5	Mercantile	—	—	X	—	X	—	B	Crédit	22. Banques et IF
B7	Montreal Trust	—	—	X	—	X	—	A	—	22. Banques et IF

Légende :

BP = Bibliothécaire professionnel

T = Bibliotechnicien

Université = McGill, Toronto, Ottawa, Montréal

A = Autre

TR = Service traditionnel

IF = Service informatisé

L = Langue de travail : B-bilingue, F-français, A-anglais.

Tableau 3
Niveau de formation du personnel
et milieu de travail

	Bibliothèque	Centre de documentation
Bibliothécaires professionnels	21	0
Bibliotechniciens	1	0
Autres	4	12
Bilinguisme	9	6
Unilinguisme anglais	11	3
Unilinguisme français	6	3
Méthodes traditionnelles	15	12
Méthodes automatisées	11	0

Tableau 4
Unités administratives dont relèvent les
services documentaires

Recherche	7	Génie	1
Services auxiliaires	5	Gestion	1
Communications	3	Service médical	1
Vice-présidence adm.	3	Planification	1
Secrétariat	2	Relations publiques	1
Contentieux	1	Traduction	1
Crédit	1		
Direction générale	1	Décentralisation	5
Économie et développement	1	Sans réponse	3

Tableau 5
Nombre de centres de documentation
ou de bibliothèques par rapport au nombre
d'entreprises consultées dans chaque domaine

1. Aliments et boissons	1/9
2. Tabac	0/1
3. Textile	0/2
4. Vêtement	0/1
5. Papier	2/4
6. Imprimerie	0/2
7. Transformation des métaux	2/2
8. Produits métalliques	1/4
9. Machinerie	0/3
10. Équipement-transport	2/3
11. Produits électriques	1/2
12. Produits minéraux	0/2
13. Produits pétroliers	0/2
14. Produits chimiques	7/10
15. Construction-ingénierie	3/9
16. Services publics	3/6
17. Industries diverses	2/5
18. Transport	3/3
19. Commerce-détail	0/6
20. Immobilier	0/1
21. Assurances	4/4
22. Banques et institutions financières	7/11

nomique) amènent les entreprises à se doter d'un service documentaire.

Les grands « absents » sont les entreprises des secteurs « aliments et boissons » et « commerce de détail » : Provigo, Steinberg, Culinar, Robin Hood, Kraft, Dominion Dairies, etc.

Conclusion

L'étude démontre que 41,1% des plus grandes entreprises ayant un siège social à Montréal offrent un service documentaire. Ce pourcentage, sans être élevé, peut paraître satisfaisant. Mais en y regardant de plus près, on constate que seulement 21 des 92 entreprises consultées embauchent des bibliothécaires professionnels, soit 22,8% ; la situation s'avère alors beaucoup moins encourageante. Sans être pessimiste, comment espérer, avec les restrictions budgétaires qui sévissent actuellement dans le monde des affaires, une amélioration de la situation ? Tout au plus peut-on souhaiter l'intégration de bibliothécaires professionnels dans les centres de documentation déjà existants, puisque les entreprises ayant des centres de documentation confient leur service à des personnes sans formation professionnelle. Par contre, presque toutes les bibliothèques sont confiées à des bibliothécaires professionnels (21/26).

Sur la base de l'ensemble des services documentaires (bibliothèques et centres de documentation), on peut conclure surtout que les sièges sociaux montréalais ne sont pas, actuellement, un important marché pour le bibliothécaire professionnel, même si l'on trouve couramment des services documentaires dans les entreprises tournées vers les transports (Canadien Pacifique, Canadien National, Air Canada) et les produits chimiques (CIL, Celanese, BASF, Air Liquide, Ciba, Hoescht, Johnson & Johnson), ainsi que dans les banques, institutions financières et compagnies d'assurances. D'autre part, les services documentaires sont rattachés à des unités administratives fort différentes. Enfin, le bibliothécaire professionnel travaille dans un milieu bilingue où le service est habituellement traditionnel.

Cette étude se voulait un simple tour d'horizon. Les conclusions que nous en tirons ne doivent pas engendrer un pessimisme exagéré. Le bibliothécaire professionnel ne trouve peut-être pas actuellement d'emploi dans le monde des sièges sociaux montréalais, mais le spécialiste en sciences de l'information saura peut-être un jour s'y faire une place.

Hélène Houde

Centre de documentation
INRS-Urbanisation
Montréal